



## Clio. Femmes, Genre, Histoire

16 | 2002

L'Histoire des femmes en revues France-Europe

---

Michaela HOHKAMP, *Herrschaft in der Herrschaft (Pouvoir local, pouvoir central). Die vorderösterreichische Obervogtei Triberg von 1737 bis 1780*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1998.

Ulrike KRAMPLE

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/51>

DOI : 10.4000/clio.51

ISSN : 1777-5299

### Éditeur

Belin

### Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2002

Pagination : 318-320

ISBN : 2-85816-641-2

ISSN : 1252-7017

### Référence électronique

Ulrike KRAMPLE, « Michaela HOHKAMP, *Herrschaft in der Herrschaft (Pouvoir local, pouvoir central). Die vorderösterreichische Obervogtei Triberg von 1737 bis 1780*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1998. », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 16 | 2002, mis en ligne le 11 mars 2003, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clio/51> ; DOI : 10.4000/clio.51

---

Tous droits réservés

intelligemment des informations dispersées dans des ouvrages difficiles d'accès pour le profane et donne, de manière courageuse et sereine, le point de vue d'une femme juive engagée, le point de vue d'une femme rabbin, sur ce qui questionne la place des femmes dans la société juive en ce XXI<sup>e</sup> siècle débutant.

Joëlle ALLOUCHE-BENAYOUN

Michaela HOHKAMP, *Herrschaft in der Herrschaft* (Pouvoir local, pouvoir central). *Die vorderösterreichische Obervogtei Triberg von 1737 bis 1780*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1998.

Dans son étude sur le petit domaine de Triberg dépendant de la province habsbourgeoise de *Vorderösterreich*, situé dans le sud-ouest de l'Allemagne actuelle, l'historienne allemande Michaela Hohkamp, assistante à la *Freie Universität* de Berlin, s'interroge sur le mouvement de centralisation de l'État que l'on a coutume d'observer à cette époque dans l'Europe entière. En dépit de son relatif isolement géographique au cœur de la Forêt Noire, Triberg, est toutefois touché par les vastes transformations administratives et sociales du XVIII<sup>e</sup> siècle entamées pendant le règne de Marie-Thérèse. Prenant à rebours les théories de la naissance de l'État moderne, souvent limitées aux centres du pouvoir, Michaela Hohkamp met en question l'uniformité du processus de modernisation dont la force motrice serait le pouvoir absolutiste de la cour. Plus qu'une simple étude régionale, son travail pose la difficile question de l'exercice du pouvoir absolu dans les conditions particulières d'une localité qui, éloignée des enjeux généraux, se consacre à ses propres intérêts et conflits. C'est en visant les enjeux du pouvoir local et souvent informel que les rapports entre les sexes, dans leurs manifestations concrètes, parviennent ainsi à apparaître sur la scène de l'histoire.

Les cinq chapitres – l'emprise du *Landesherr*, l'exercice du pouvoir du gouverneur/*Obervogt*, le pouvoir délégué, conflits dans le domaine de Triberg, le pouvoir au siège du gouverneur/*Amtshaus* – se déploient à partir de la notion fondamentale du conflit. Par une analyse quantitative et qualitative d'un vaste fonds d'archives, concernant tant les procès de justice que les correspondances et écrits administratifs, l'auteure combine judicieusement différentes perspectives historiographiques : celles de l'histoire politique, de l'histoire sociale, de l'histoire du quotidien, de la microhistoire, de l'histoire des femmes et des genres. Le travail de Michaela Hohkamp ne se borne donc pas à mesurer l'extension progressive du pouvoir du centre vers ses marges, mais se demande au contraire comment un tel processus s'est déroulé. S'intéressant avant tout aux modes de fonctionnement du pouvoir à Triberg même, on s'aperçoit que l'impact du centre, jamais linéaire, se

décline selon les différentes configurations locales de pouvoir. La complexité de la situation historique ne permet plus l'emploi d'oppositions simples comme sujets/administration gouvernementale, peuple/élites, paysans/fonctionnaires, obéissance/résistance, etc. Au premier abord, les directives de Vienne s'avèrent d'une efficacité limitée. Trop dépendant de la coopération des élites locales, le gouverneur du domaine de Triberg renonce souvent à les appliquer directement. Les habitants de ce territoire, de leur côté, ne reçoivent ces tentatives de réorganisation que pour tirer profit de l'éventuelle concurrence entre les institutions. Occupant une fonction dans l'administration locale, les paysans utilisent également la politique intégratrice du gouverneur à leurs propres fins. Ce sont surtout les hommes qui arrivent à élargir considérablement leur marge de manœuvre. Par le maintien du droit de succession traditionnel privilégiant le fils cadet, les femmes se voient obligées à renoncer, peu à peu, à la propriété foncière, car, sur fond de croissance démographique, la concurrence portait d'abord sur la ressource de plus en plus limitée de la terre. À partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, le terrain des confrontations se déplace vers les conflits d'honneur pour lesquels les plaignants, majoritairement masculins, font progressivement appel à la justice locale. Utilisé par les sujets comme moyen de règlement de conflits mais avant tout comme moyen de positionnement social et politique, le tribunal devient également un instrument pour fixer l'exercice du pouvoir au siège officiel du gouverneur (*Amtshaus*) – au détriment de l'auberge (*Wirtshaus*). Gérant la distribution de l'honneur, les formes de violence verbale et physique qui y sont liées sont sanctionnées selon le statut social et économique ainsi que le sexe des personnes impliquées : peu protégées contre des atteintes physiques venant d'un homme, les femmes semblent ainsi préférer la violence verbale ; les hommes, de leur côté, emploient gestes violents et mots injurieux, en fonction du statut de leur vis-à-vis. Contrairement au modèle de Norbert Elias d'une civilisation progressive des comportements sociaux, cette transformation de l'espace public – l'auberge cédant la place au siège du gouverneur qui devient le lieu charnière de l'État moderne – n'apaise guère la violence, délibérée, des mœurs, surtout pas envers des femmes à statut socialement faible. Le pouvoir de Vienne sur la contrée lointaine de Triberg se constitue par l'arrangement avec les exigences du moment, par la flexibilité même par laquelle les habitants du lieu agissent dans le cadre des changements structurels. « Ce qui, dans la perspective du centre, se présentait comme une administration laxiste, [...] s'avère dans la perspective de Triberg comme un rééquilibrage diplomatique permanent [...] directement dicté par la situation à l'intérieur du domaine » (p. 253). Voilà le paradoxe de l'affirmation

de l'État moderne : malgré le faible impact de Vienne sur Triberg, toujours médiatisé selon des enjeux locaux, le pouvoir du centre finit néanmoins par s'installer sans jamais avoir été imposé « d'en haut ». L'État arrive à Triberg non pas sous forme d'une discipline renforcée, mais par bribes, répondant au jeu complexe de forces souvent contradictoires sur place.

Dans un langage clair et précis, Michaela Hohkamp propose une compréhension plus affinée d'une question toujours d'actualité, celle du fonctionnement de l'exercice du pouvoir, dans sa dimension sexuée, en nous invitant à regarder de près les contradictions l'histoire du progrès de la civilisation des mœurs.

Ulrike KRAMPLE

**Manuela MARTINI, *Fedeli alla terra. Scelte economiche e attività pubbliche di una famiglia nobile bolognese nell'Ottocento*, Bologna, il Mulino, 1999, 434 p.**

Cet ouvrage riche et complexe de Manuela Martini, nourri d'une vaste exploitation archivistique et d'une bibliographie solide, vient combler une lacune historiographique. Malgré la multiplication durant ces deux dernières décennies des études d'histoire de la famille, les recherches centrées sur les familles de l'élite bolognaise de l'ancien régime et de l'époque contemporaine restent peu nombreuses et centrées sur leurs dynamiques de classes les plus globales. L'ouvrage, qui fait partie de la Collection d'histoire de l'économie et du crédit soutenue par la *Fondazione del Monte* de Bologne et Ravenne, centre son attention sur les marquis Bolognini Amorini entre la fin du XVIII<sup>e</sup> et la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. À travers une approche micro-sociale, il analyse comment la fidélité apparente à des modèles et à des formes traditionnelles de comportement n'a pas empêché une partie des membres de cette lignée, notamment les administrateurs du patrimoine familial, de mettre en place des attitudes innovatrices. L'objectif de l'ouvrage est de définir l'identité de ces nobles en explorant leur action tant économique que politique, qui de manière significative se combinent chez les mêmes individus.

Le livre s'ouvre sur une présentation de l'ascension de la famille, qui tient compte des normes de reproduction et de l'autoreprésentation du lignage. Il cerne ensuite « le rapport particulier entre sphère publique et économique qui se met en place durant le Risorgimento » en passant au crible les choix organisationnels et productifs de la lignée. L'analyse sort ainsi des bornes de l'horizon familial pour s'élargir à la dimension collective, à ce « creuset social » qui se densifie au début du XIX<sup>e</sup> siècle et au sein duquel lequel les individus sont amenés à « dialoguer ». En épousant des suggestions issues de l'analyse des réseaux,